

# La Lettre

— de —

# L'Expansion

## Tendances

Paris, le 31 octobre 2005

### Côte d'Ivoire : deux autres généraux « impliqués »

Outre le général Henri Poncet, chef de la force Licorne et ex-patron des opérations spéciales de l'armée, son second à l'époque en Côte d'Ivoire, le général Renaud de Malaussène, ancien commandant de la 27<sup>e</sup> brigade alpine et depuis septembre patron de la KFOR, la force multinationale au Kosovo placée sous commandement de l'Otan, ainsi que le général Michel Klein, inspecteur de l'armée de terre et qui a été lui aussi, à la tête de la 27<sup>e</sup> brigade alpine, sont les deux autres officiers généraux mis en cause à l'état-major des armées pour « avoir su et n'avoir rien dit à leur hiérarchie » pour le meurtre d'un « bandit » ivoirien par trois chasseurs alpins français alors envoyés sur place. Conséquence : ces deux autres généraux pourraient donc être, tout comme le général Henri Poncet, « suspendus » de leurs fonctions. Avant d'être eux aussi « sanctionnés ». Militairement, voire judiciairement. ■

### Assemblée : la fronde d'une vingtaine de députés UMP

Signe d'un réel malaise dans les rangs du groupe majoritaire : vingt-quatre députés UMP ont curieusement « oublié d'aller voter » ou n'ont pas donné de délégation lors du vote en scrutin public de mardi dernier sur l'ensemble de la première partie de la loi de finances pour 2006. Et cela malgré les « amicales pressions », dans les couloirs de l'Assemblée, de Thierry Breton et de Jean-François Copé. Plusieurs de ces parlementaires confient aujourd'hui qu'ils ne voulaient pas en fait cautionner l'exonération d'ISF pour les dirigeants de société, une disposition « favorisant une infime minorité de très riches » qui, selon eux, passe très mal auprès de leurs électeurs. Et cela alors qu'ils s'attendaient d'abord à de vraies mesures d'allègement de l'ISF sur la résidence principale, totalement écartées, elles, par Bercy. Second motif de grogne de ces députés UMP : le forfait de 18 euros sur les actes médicaux lourds prévu par le projet de loi sur le financement de la Sécurité sociale et qui « fait lui aussi des ravages » dans leurs circonscriptions auprès des catégories populaires et des personnes âgées. Au point que certains de ces députés UMP pourraient encore – là aussi – manquer à l'appel, ce mercredi, pour le vote final de ce texte. ■

### Réforme du Livret A : la stratégie du Crédit agricole

Les caisses régionales du Crédit agricole sont actuellement en train de discrètement rencontrer les parlementaires et les élus locaux pour les sensibiliser à la généralisation de la distribution du Livret A et à la baisse du taux de commissionnement. Et les échos qu'ils en entendent sont globalement positifs : la réduction du taux de commissionnement à 0,80 %, contre 1,40 % pour La Poste et 1,1 % pour les Caisses d'épargne faciliterait le lancement de programmes de logements sociaux pour les collectivités locales, ainsi que la réalisation de nouveaux équipements collectifs. Pour l'heure, le coût trop élevé de collecte de l'épargne pèse sur les conditions de prêts. D'autant que l'enjeu pour cette banque est de maintenir l'équilibre économique et social. Or les programmes actuels mixent logement sociaux et privés. Cette généralisation du Livret A permettrait donc de compenser l'attrition du marché immobilier qui se profile. Prochain rendez-vous important pour le Crédit agricole : en janvier 2006 avec ses 500 000 sociétaires. ■

## EN PRIVÉ

■ **« C'ÉTAIT FRANÇOIS MITTERRAND »** : c'est sous ce titre, qui n'est pas sans rappeler le *C'était de Gaulle* d'Alain Peyrefitte, publié en 1994 par le même éditeur, Fayard, que Jacques Attali va raconter, en 500 pages, ses dix années passées à l'Élysée au côté du président dont il fut le conseiller spécial. La sortie de ce livre a même été avancée au 8 novembre pour devancer plusieurs autres ouvrages attendus, comme ceux d'Hubert Védrine et de Pierre Joxe, sur le même sujet. Et cela, à l'occasion du dixième anniversaire de sa disparition en janvier 2006.

■ **LVMH** est actuellement en train de réfléchir à une future implantation en Inde.

■ **SIX ANS AU LIEU DE DIX** : telle est la période évoquée à présent dans la majorité sénatoriale, comme à Bercy, pendant laquelle l'administration fiscale pourrait remonter pour « redresser » le contribuable qui aurait omis de déclarer son ISF.

■ **LE CONTRAT FINANCIER** signé, mardi dernier, entre Thierry Roland et M6 pour commenter la prochaine Coupe du monde sur cette chaîne, s'établit sur une base de 60 000 euros.

■ **LA FUTURE AMBASSADE** de France en Chine, dont le terrain a été récemment acquis, va regrouper sur un même lieu la chancellerie, la résidence de l'ambassadeur et le lycée français. Objectif : que ce nouveau projet soit opérationnel pour les JO de Pékin en 2008.

■ **ALAIN DELCAMP**, le tout nouveau secrétaire général du Sénat, et Yves Michel, le secrétaire général de l'Assemblée nationale et de sa présidence, ont déjeuné, mardi dernier, en tête-à-tête près de l'Assemblée. Objectif : coordonner le fonctionnement des deux Chambres.

■ **« L'ALGÉRIE VUE DU CIEL »** : c'est le titre du prochain livre que le photographe Yann Arthus-Bertrand publiera, en novembre, aux éditions de La Martinière. Cet ouvrage sera accompagné d'un texte de l'écrivain Benjamin Stora.

■ **LE PROCHAIN** salon de l'agriculture accueillera un spectacle de Fabienne Thibault. Elle y recevra alors le Mérite agricole.



■ **LE TRÉSOR PUBLIC** va supprimer, en 2006, quelque 800 emplois dans son réseau des trésoreries rurales. Cette mesure va surtout concerner les emplois de catégorie C. La répartition par départements sera communiquée, elle, vers la mi-novembre.

■ **SELON LES DERNIERS POINTAGES** de l'UMP, une trentaine de députés sortants de ce parti ne se représenteront pas en 2007.

■ **LA FONDATION JEAN-JAURÈS** va publier une note axée sur le social cosignée par Jacques Attali, le président de PlaNet Finance, et Vincent Champain, économiste, qui expliquera comment réduire drastiquement le chômage en cinq ans. Cette proposition fondée sur «l'activation de la recherche d'emploi sous toutes ses dimensions» devrait alors alimenter le débat d'idées au PS.

■ **LES PRÉSIDENTS** des CCI du Havre, de Deauville et de Caen, qui gèrent les aéroports de ces villes, ont décidé de «démarcher ensemble» les compagnies aériennes et de réaliser, pour leurs plates-formes aéroportuaires, des campagnes de promotion communes. Et cela alors que les présidents socialistes des régions Haute- et Basse-Normandie souhaitent, eux, faire de Deauville le seul aéroport normand.

■ **LES SYNDICATS DES PERSONNELS** des chambres des métiers font monter la pression pour obtenir une nouvelle revalorisation salariale d'ici à fin 2005. Celle qui a été décidée par leurs directions, au début de cette année, n'a été en effet que de 0,5 %.

■ **L'ASSOCIATION DES PETITES VILLES** de France, que préside le socialiste Martin Malvy, va formuler, à l'occasion du prochain Congrès des maires, quarante propositions de modernisation des conditions d'exercice des mandats locaux.

■ **LA CAISSE NATIONALE** d'allocations familiales prévoit 900 suppressions de postes par non-remplacements de départs en retraite. But : améliorer sa productivité.

■ **LES SYNDICATS DE LA DGI**, la direction générale des impôts, s'inquiètent actuellement de la volonté de leur hiérarchie de faire appel à un organisme extérieur pour réaliser «un diagnostic du dialogue social» au sein de leur administration.

## UMP : COMMENT BORLOO COMPTE LANCER UNE «TROISIÈME FORCE»

Lors de son congrès de Paris des 10 et 11 décembre, le Parti radical devrait reconduire à sa tête André Rossinot, maire de Nancy, pour un deuxième mandat de deux ans incluant 2007. Dans la perspective de cette année électorale, certains élus comme Jean Leonetti, maire d'Antibes et vice-président du groupe UMP à l'Assemblée, auraient pourtant bien vu accéder à ce poste un profil plus médiatique comme Jean-Louis Borloo. Mais ce dernier, nouvel adhérent de ce parti, voudrait, lui, plutôt «se réserver» pour lancer, courant 2006, un «nouvel espace» au centre-droit, ayant vocation à «agréger», outre les radicaux et des gaullistes sociaux, des transfuges de l'UDF mécontents du positionnement actuel d'opposant de François Bayrou, voire – pourquoi pas ? – Gilles de Robien lui-même. Borloo serait alors le «candidat naturel de cette sensibilité» à la présidentielle, soutenu par le Parti radical. Quant à Renaud Dutreil, dernière recrue de ce parti, il attendrait, lui, deux ans pour viser la succession d'André Rossinot. ■

## PRIVATISATION DES AUTOROUTES : LES INQUIÉTUDES ESPAGNOLES DE BERCY

■ Le ministère de l'Economie et des Finances, qui étudie actuellement les dossiers des différents candidats à la privatisation des autoroutes, s'inquiète de plus en plus de la «politisation des candidats espagnols». En effet, la Caixa, qui possède 30 % du groupe Abertis, est proche du Parti socialiste espagnol. Quant à l'entreprise de construction Sacyr, elle a été soutenue par Pedro Solbes, le ministre des Finances du gouvernement Zapatero, lorsque ce groupe a voulu acquérir 3 % de la banque BBV. Et cela afin de déstabiliser son président, Francisco Gonzalez, allié à l'époque à l'ancien Premier ministre conservateur, José Maria Aznar. ■

## MAIRIE DE PARIS : TENSIONS AVEC LES OPÉRATEURS DU HAUT DÉBIT

■ Le jugement du 25 février dernier du tribunal administratif de Lyon sur les tarifs excessifs de l'occupation du domaine public par des fibres optiques connaît maintenant des répercussions à Paris. Cette décision, qui donnait raison à l'opérateur Viatel, a conduit les opérateurs de téléphonie alternatifs de la capitale à entamer un bras de fer avec la Mairie de Paris et la Société anonyme de gestion des eaux de Paris, la Sagep. Leurs redevances sont, en effet, en passe de doubler sur les trois ans à venir et risquent même, en 2005, d'atteindre près de 10 millions d'euros pour quelque 1 200 kilomètres de réseau. Conséquence : ces opérateurs viennent de demander à l'administration municipale de justifier le tarif qu'elle leur demande actuellement. Alors que la Mairie, qui s'impatiente, arguant de leur retard, vient pourtant de leur adresser des commandements à payer. ■

■ **LE BUREAU D'ENQUÊTES** et d'analyses, l'organisme dépendant du ministère des Transports chargé d'étudier les causes des accidents d'avions, va voir ses effectifs augmenter pour atteindre, à terme, une centaine de personnes. Objectif : permettre au BEA de développer ses activités à l'étranger.

■ **LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR** va entamer la mise en place d'un fichier de recherche criminelle commun à la police nationale et à la gendarmerie.

■ **LE DÉPUTÉ UMP** de la Haute-Loire, Laurent Wauquiez, devrait être nommé rapporteur du projet de loi sur les minima sociaux préparé par Gérard Larcher, le ministre délégué à l'Emploi. Ce texte doit venir, début décembre, en discussion devant les députés.

■ **LA CNAM**, la Caisse nationale d'assurance maladie, que dirige Frédéric Van Roekeghem, va, à l'avenir, exploiter les données informatiques des hôpitaux. Afin de connaître leur «coût réel» pour la Sécurité sociale.

■ **DANS LA PERSPECTIVE** de la présidentielle, l'UMP veut, renforcer son service des études dirigé par Emmanuelle Mignon, une énarque proche de Nicolas Sarkozy.

■ **LE SECRETARIAT NATIONAL** aux élections du Parti socialiste sera sans doute confié à un tandem dans la future direction de ce parti. Bruno Le Roux, l'actuel titulaire du poste, également député de Seine-Saint-Denis, devrait ainsi être secondé par une femme. Cette dernière sera choisie dans la nouvelle génération des élues socialistes.